



## Conseil économique et social

Distr. générale  
19 avril 2007  
Français  
Original : anglais

---

### Session de fond de 2007

Genève, 2-27 juillet 2007

Point 10 de l'ordre du jour provisoire\*

### Coopération régionale

## Amérique latine et Caraïbes : situation économique et perspectives en 2006-2007

### *Résumé*

En 2006, la région de l'Amérique latine et des Caraïbes a enregistré avec 5,6 %, pour la troisième année consécutive, un taux de croissance économique de plus de 4 %. La conjoncture internationale étant demeurée favorable, l'ensemble de la région a connu une augmentation de 8,4 % du volume de ses exportations de biens et services ainsi qu'une hausse des prix de ses principaux produits d'exportation, ce qui s'est traduit par une amélioration de plus de 7 % des termes de l'échange. En raison de l'augmentation de ces revenus, et de celle du volume des envois de fonds, la hausse du revenu national (7,3 %) a de nouveau dépassé celle du produit intérieur brut (PIB).

Ces moyennes régionales masquent toutefois de grandes disparités entre les pays et les sous-régions. L'accélération de la croissance mondiale a stimulé la demande extérieure pour les pays exportateurs de ressources naturelles, en particulier en Amérique du Sud, et pour les exportateurs de pétrole. L'expansion économique devrait ralentir légèrement en 2007, le taux de croissance du produit intérieur brut étant, selon les projections de 4,8 %. Si ces projections se confirment, le produit intérieur brut par habitant affichera, pour la région, une augmentation d'environ 15 % pour la période 2003-2007, soit 3,6 % par an.

---

\* E/2007/100.



## I. Introduction

1. La région de l'Amérique latine et des Caraïbes a affiché en 2006 un taux de croissance de 5,6 % du produit intérieur brut, ce qui correspond à une augmentation de 4,1 % du PIB par habitant. Après avoir affiché un taux annuel de croissance de 2,2 %, en moyenne, entre 1980 et 2002, elle a connu en 2006 sa quatrième année consécutive de croissance positive et sa troisième année à un taux de plus de 4 %. Ce chiffre aurait été encore plus élevé si les deux géants économiques de la région, le Brésil et le Mexique, qui représentent à eux deux 60 % du produit intérieur brut régional, n'avaient pas connu une croissance économique atone ces dernières années. L'expansion économique devrait ralentir légèrement en 2007, le taux de croissance du produit intérieur brut étant prévu à 4,8 %. Si ces projections se confirment, le produit intérieur brut par habitant de la région affichera une augmentation d'environ 15 % pour la période 2003-2007, soit 3,6 % par an (voir tableau ci-dessous).

### Taux de variation du produit intérieur brut

(En millions de dollars des États-Unis aux prix constants de 2000)

<i>Pays</i>	<i>2004</i>	<i>2005</i>	<i>2006</i>
Argentine	9,0	9,2	8,5
Bolivie	3,9	4,1	4,6
Brésil	5,7	2,9	3,7
Chili	6,0	5,7	4,0
Colombie	4,9	5,2	6,8
Costa Rica	4,1	5,9	7,9
Cuba <sup>a</sup>	4,5	11,8	12,5
El Salvador	1,8	2,8	4,2
Équateur	7,9	4,7	4,1
Guatemala	2,7	3,2	4,6
Haïti	-3,5	1,8	2,3
Honduras	5,0	4,1	5,6
Mexique	4,2	3,0	4,8
Nicaragua	5,1	4,0	3,7
Panama	7,5	6,9	8,1
Paraguay	4,1	2,9	4,0
Pérou	5,2	6,4	8,0
République dominicaine	2,7	9,2	10,7
Uruguay	11,8	6,6	7,0
Venezuela (République bolivarienne du)	17,9	9,3	10,3
<b>Amérique latine<sup>b</sup></b>	<b>6,2</b>	<b>4,6</b>	<b>5,5</b>
<b>Caraïbes</b>	<b>3,8</b>	<b>4,9</b>	<b>7,0</b>
<b>Amérique latine et Caraïbes<sup>b</sup></b>	<b>6,2</b>	<b>4,6</b>	<b>5,6</b>

*Source* : Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), d'après des chiffres officiels.

<sup>a</sup> Données fournies par le Bureau de statistique national de Cuba.

<sup>b</sup> Excepté Cuba.

2. Les résultats économiques de l'Amérique latine et des Caraïbes ne sont pas un fait isolé et s'inscrivent dans un contexte de croissance économique généralisée au niveau mondial. Les taux de croissance de la région ont été élevés ces dernières années, mais sont encore inférieurs à ceux qui ont été obtenus dans d'autres parties du monde en développement (à l'exception de l'Afrique subsaharienne).

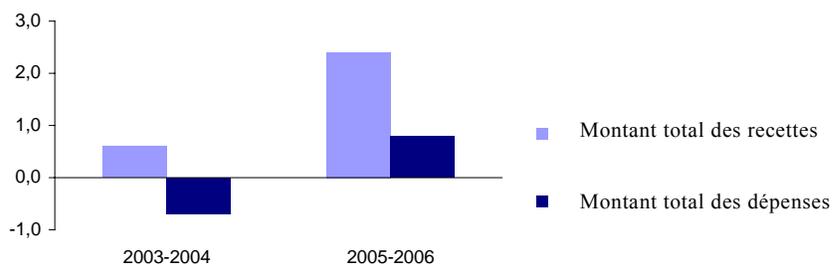
3. Il est important de noter que, grâce à des conditions extérieures favorables et à l'application de politiques intérieures viables sur le plan macroéconomique, la croissance économique de la région s'est accompagnée d'une hausse de l'excédent de la balance courante et d'un assainissement progressif des comptes de l'État. Ces résultats font que la région est moins vulnérable aux chocs extérieurs encore que, comme on le verra plus loin, la situation diffère sensiblement d'un pays à l'autre.

## II. Politique économique

4. Les pays de la région, qui se sont employés à consolider leur situation budgétaire ces dernières années, ont poursuivi sur cette voie en 2006. Bien que ce progrès soit dû, en grande partie, à l'amélioration de la conjoncture internationale, la gestion budgétaire d'un certain nombre de pays dénote aussi leur souci d'appliquer une politique macroéconomique assurant une plus grande solvabilité, comme en témoigne la gestion des excédents budgétaires et de la dette publique.

Figure I  
**Amérique latine et Caraïbes : variations des recettes  
et des dépenses des administrations centrales**

(En pourcentage du PIB)



Source : CEPALC, d'après des chiffres officiels.

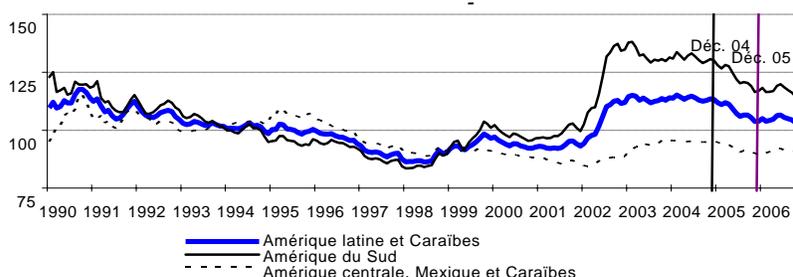
5. Au niveau des administrations centrales de la région, l'exécution du budget s'est soldée par un excédent primaire de 2,1 % du PIB (en moyenne simple) à la fin de 2006 contre 1,4 % en 2005. Le déficit global (y compris l'intérêt de la dette publique) a diminué, passant de 1,1 % à 0,3 % du PIB (voir fig. I). L'accroissement des recettes budgétaires dans tous les pays de la région, qui a rendu possible, en 2006, une augmentation des ressources supérieure à 1 % du PIB (sans précédent au cours de la période 1990-2004), est dû essentiellement aux gains de recettes réalisés, pour la deuxième année consécutive, par certains pays spécialisés dans les produits non renouvelables.

6. La hausse des ressources budgétaires dans ces pays s'explique non seulement par l'augmentation des cours des produits de base mais aussi par l'adoption de nouvelles mesures de prélèvement fiscal. En effet, la Bolivie, le Chili et la République bolivarienne du Venezuela ont créé de nouvelles taxes pour augmenter les revenus provenant de leurs ressources non renouvelables. Du fait de ces réformes et de l'évolution favorable des cours, les régimes fiscaux ont surtout porté sur les ressources provenant de l'exploitation de produits non renouvelables. Par ailleurs, l'entrée en vigueur du Traité de libre-échange entre la République dominicaine, l'Amérique centrale et les États Unis a eu des répercussions négatives sur les recettes fiscales des pays signataires. Pour compenser cette perte, El Salvador, le Guatemala et le Panama ont adopté des réformes fiscales qui ont entraîné une augmentation des recettes en 2006.

Figure II

**Taux de change effectifs réels extrarégionaux**

(Indice pour la période de référence : janvier 1990-décembre 1999 = 100)



Source : CEPALC, d'après des chiffres officiels.

7. Le taux de change effectif réel extrarégional de l'Amérique latine et des Caraïbes (non compris les échanges commerciaux avec d'autres pays de la région) a progressé en moyenne de 3,3 % en 2006, 15 pays ayant connu une appréciation effective au cours de cette période (voir fig. II). Globalement, les pays d'Amérique du Sud ont enregistré une appréciation effective extrarégionale de 4,8 % contre 1 % pour l'Amérique centrale, le Mexique et les Caraïbes.

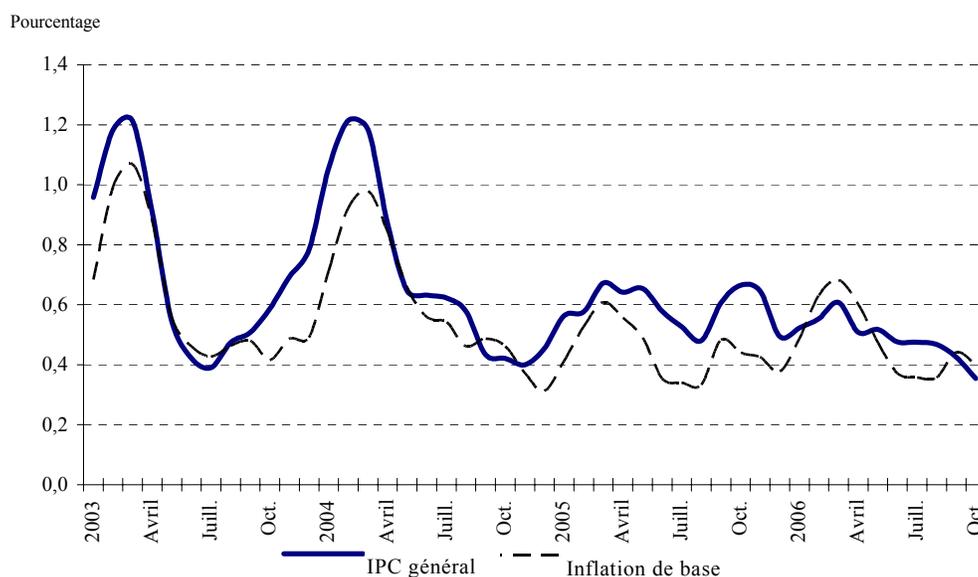
8. Il faut noter qu'en 2006 et au cours des dernières années, les banques centrales d'Amérique latine se sont efforcées de maîtriser l'inflation. En ce qui concerne la politique monétaire, les pays d'Amérique latine peuvent être divisés en trois groupes : ceux qui ont adopté un régime de ciblage explicite d'inflation ou qui se préparent à le faire; ceux dont la politique monétaire obéit à d'autres objectifs, qu'il s'agisse de fixer des cibles en matière de réserves internationales nettes et de crédit interne ou de tenter de contrôler quelques autres variables (telles que le taux de change ou le taux d'intérêt) et ceux qui n'ont pas de politique monétaire propre parce qu'ils ont choisi de « dollariser » leur économie.

9. Le premier groupe comprend le Brésil, le Chili, la Colombie, le Mexique, le Paraguay et le Pérou, qui utilisent un régime de ciblage d'inflation, ainsi que le Costa Rica, le Guatemala et le Honduras, qui ont fixé une fourchette à l'inflation et pourraient à l'avenir adopter un régime de ciblage d'inflation. Le deuxième groupe se compose des pays qui ont conclu des accords avec le Fonds monétaire

international (FMI), tels que la République dominicaine et le Nicaragua, ainsi que d'autres États qui n'ont aucun accord officiel avec cette institution, tels que l'Argentine et la Bolivie. Le dernier groupe comprend l'Équateur, El Salvador et le Panama, qui n'ont pas de politique monétaire propre car leur économie étant dollarisée, leurs taux d'intérêt varient en fonction des taux internationaux. Ces dernières années, l'inflation a été modérée dans la région, au regard des chiffres du passé (voir fig. III). En 2006, l'Amérique latine et les Caraïbes ont enregistré un taux d'inflation pondéré de 4,8 % (6,1 % en 2005). Cet indicateur, qui a été de 12,2 % en 2002, a diminué pour la quatrième année consécutive<sup>1</sup>. Le comportement de l'indice des prix à la consommation traduit l'évolution d'un certain nombre de facteurs. L'appréciation, dans certains pays, de la monnaie nationale, par rapport au dollar américain et aux monnaies d'autres partenaires commerciaux, a rendu les biens importés moins chers que les produits nationaux (dans le cas des biens manufacturés) et atténué l'incidence de la hausse des cours internationaux des produits de base sur les prix intérieurs.

Figure III  
**Amérique latine et Caraïbes : variations mensuelles des indices  
 des prix à la consommation et de l'inflation de base**

(Moyenne mobile non pondérée sur trois mois)



Source : CEPALC, d'après des chiffres officiels.

<sup>1</sup> Ce résultat s'explique essentiellement par la diminution du taux d'inflation du Brésil (3,1 % contre 5,7 % en 2005). Les autres pays qui sont parvenus à réduire leur taux d'inflation par rapport aux niveaux de 2005 sont l'Argentine (de 12,3 % à 8,8 %), le Chili (de 3,7 % à 2,5 %), le Costa Rica (de 14,1 % à 9,1 %), la République dominicaine (de 7,4 % à 5 %), le Guatemala (de 8,6 % à 5,4 %), Haïti (de 14,8 % à 10,2 %), le Honduras (de 7,7 % à 5,3 %) et le Panama (de 3,4 % à 2,2 %).

10. Aussi bien en 2005 qu'en 2006, comme le montrent les rapports des autorités monétaires du Costa Rica, d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua, du Paraguay et du Honduras, la hausse des prix pétroliers sur le marché international a entraîné, dans les pays importateurs nets d'hydrocarbures notamment, une augmentation des prix supérieure à ce que certaines banques centrales avaient prévu. Étant donné que cette augmentation est due à un facteur d'offre et peut être passagère, il conviendrait de réviser les indicateurs d'activité avant de réduire la stimulation monétaire, afin d'éviter toute répercussion négative sur le PIB. Il faut souligner que la politique monétaire des pays les plus touchés par la hausse du prix du pétrole n'a pas réagi à ce choc négatif.

11. En ce qui concerne les taux d'intérêt interbancaires, la moyenne régionale en décembre 2006<sup>2</sup> était de 6,5 % et de 5,9 % si l'on ne compte pas le Brésil. Ce phénomène pourrait s'expliquer par un ensemble de facteurs, notamment les distorsions sur les marchés financiers provoquées par le taux élevé des réserves obligatoires et l'inefficacité du secteur bancaire de la région. Le crédit bancaire revêt une importance plus grande en Amérique latine que dans les économies dotées de larges marchés de capitaux. Le redressement du crédit, observé dès 2003, s'est poursuivi en 2006.

### III. Résultats économiques des pays

12. Tous les pays ont enregistré des taux de croissance positifs, identiques ou supérieurs, dans la plupart des cas, à ceux de 2005, à l'exception du Chili dont le PIB a augmenté de 4 % au cours de l'année (par rapport à 5,7 % en 2005). Les taux les plus élevés ont été observés en République bolivarienne du Venezuela (10,3 %), en République dominicaine (10,7 %) et en Argentine (8,5 %). Le Panama, le Costa Rica et le Pérou ont atteint un taux de croissance d'environ 8 %, l'Uruguay 7 % et la Colombie 6,8 %. Les chiffres les plus faibles ont été enregistrés par Haïti (2,5 %) et le Brésil (3,7 %). Dans le reste de la région, les taux de croissance du PIB se sont situés entre 3,5 % et 5 %<sup>3</sup>. L'ensemble des pays des Caraïbes de langue anglaise ou néerlandaise ont affiché un taux de croissance de 7 %.

13. L'évolution de l'économie internationale et, en particulier, la conduite de la politique monétaire des États-Unis dont les taux d'intérêt ont connu une hausse plus faible que ce qu'avaient prévu les marchés financiers au début de l'année, l'accroissement de l'activité économique des pays de l'Union européenne et du Japon ainsi que la croissance rapide continue des économies asiatiques, ont créé en 2006 une situation plus favorable que ce qui avait été envisagé à la fin de 2005. Grâce à la vigueur de la demande extérieure de matières premières que la région exporte, les cours internationaux de ces produits (en particulier les métaux, les minéraux et les hydrocarbures) sont demeurés élevés, dans certains cas, ont même augmenté, ce qui a permis aux pays de la région, notamment en Amérique du Sud, d'augmenter leurs revenus. La forte expansion du crédit privé, conjuguée au

---

<sup>2</sup> Comprend l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, l'Équateur, le Honduras, le Mexique, le Pérou, la République bolivarienne du Venezuela, la République dominicaine et l'Uruguay.

<sup>3</sup> La moyenne simple des taux de croissance du PIB des pays d'Amérique latine était de 5,9 % et la valeur médiane de 4,9 % (contre 5,1 % et 4,7 % respectivement en 2005).

maintien de faibles taux d'intérêt dans beaucoup de pays de la région et à l'amélioration des indicateurs du marché du travail, a stimulé la demande intérieure.

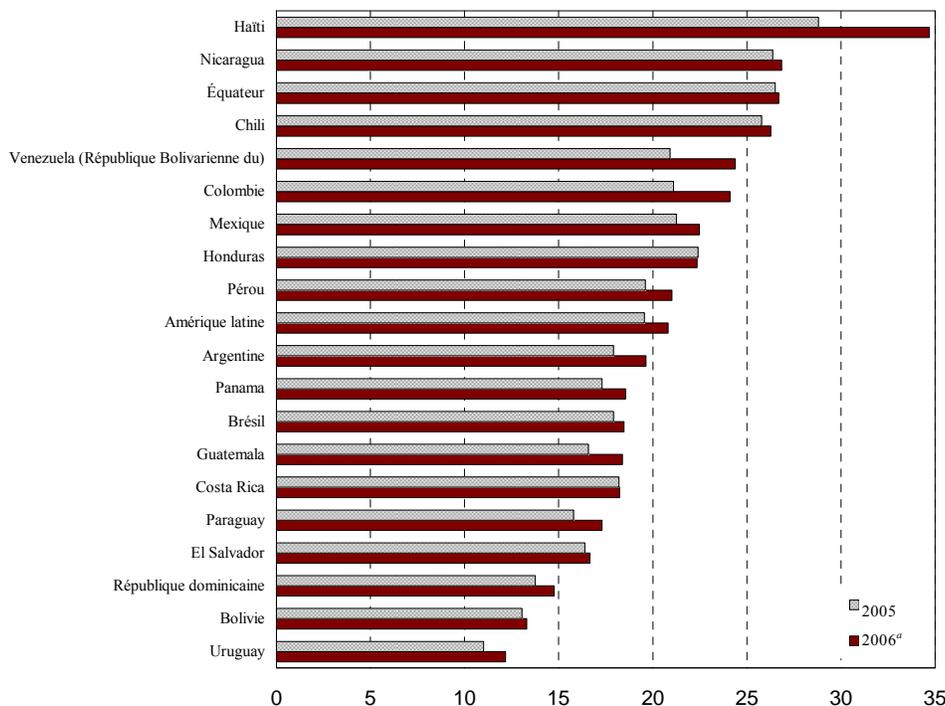
14. À l'échelle de la région, le volume des exportations des biens et services a augmenté (8,4 %) en 2006 à un rythme plus élevé que celui du PIB, comme en 2004 et en 2005. À la vigueur de la demande extérieure des matières premières exportées par les pays de la région, sont venus s'ajouter l'accroissement de l'activité économique et la croissance de la demande intérieure de ces pays, ce qui a eu pour effet d'intensifier les échanges commerciaux intrarégionaux de produits manufacturés. Par ailleurs, l'évolution du taux de change effectif réel a continué d'être favorable aux exportateurs de la plupart des pays de la région, malgré l'appréciation de certaines monnaies nationales enregistrée au cours de l'année.

15. Quant à la demande intérieure, elle a maintenu, en 2006, son niveau élevé de 2004 et de 2005, affichant une hausse de 7 % (6,2 % en 2004 et 5,5 % en 2005), du fait d'une augmentation constante de l'investissement intérieur brut (10,5 %) et de l'accélération de la croissance de la consommation (6 %). Ce dynamisme, observé tant dans la consommation que dans l'investissement, s'explique par l'importante expansion du crédit consenti au secteur privé par les banques due à des liquidités plus abondantes sur le marché financier intérieur, ainsi qu'au maintien de taux d'intérêt faibles. Bien que les taux d'intérêt aient augmenté en 2006 dans certains pays, ils étaient dans l'ensemble plus faibles qu'en 2005, ce qui a favorisé les décisions en matière aussi bien d'investissement que de consommation. L'appréciation en 2005 et en 2006 de certaines monnaies nationales par rapport au dollar des États-Unis a permis de réduire le coût des importations, ce qui a contribué à gonfler la demande intérieure. L'augmentation de la consommation privée (6,3 %) s'explique aussi par l'amélioration des indicateurs du marché du travail et la hausse des salaires réels dans la plupart des pays.

16. La croissance de l'investissement en 2006 a été essentiellement due à l'accroissement continu de la formation brute de capital fixe qui a été, depuis 2004, le facteur essentiel de la demande, augmentant à des taux supérieurs à 10 % (voir fig. IV). En 2006, la formation brute de capital fixe s'est accrue de 12,2 % (contre 13 % en 2004 et 10,7 % en 2005), à un taux cumulé de 39,6 % entre 2004 et 2006 par rapport aux niveaux atteints en 2003. L'élément le plus dynamique de la formation brute de capital fixe a été l'investissement dans les machines et les biens d'équipement (essentiellement importés), qui a augmenté en 2006 de 14 %, à un taux cumulé de 52,8 % sur la période 2004-2006. Quant à l'investissement dans la construction, il a continué d'augmenter en 2006 mais à des taux plus modestes d'environ 9 %. S'il est clair que ces augmentations traduisent en partie un retour aux niveaux d'investissement enregistrés au cours des années précédentes, le dynamisme observé en 2005 et en 2006 a permis de dépasser largement les niveaux records précédents. Parallèlement, le volume des importations de biens et services ayant augmenté en 2006 de 15,1 %, les importations nettes ont eu des répercussions de plus en plus négatives sur la croissance, pour la troisième année consécutive. Les résultats dans le domaine des importations en 2006 concordaient avec l'évolution positive enregistrée globalement depuis 2002.

Figure IV  
**Amérique latine : formation brute de capital fixe, 2005 et 2006**

(Pourcentage du PIB calculé en dollars constants de 2000)



Source : CEPALC, d'après des chiffres officiels.

<sup>a</sup> Estimations.

17. Le bon comportement des facteurs de la demande dans la région s'est traduit par la croissance de divers secteurs d'activité économique. Le dynamisme du secteur de la construction a contribué, dans une large mesure, à l'augmentation de la formation brute de capital fixe dans divers pays, à savoir l'Argentine, la Colombie, le Mexique, le Panama, le Pérou, la République bolivarienne du Venezuela, la République dominicaine et l'Uruguay. Dans les pays des Caraïbes, le secteur de la construction a également connu un développement notable en 2006 en raison de l'organisation de la coupe du monde de cricket, qui a entraîné des travaux de rénovation ou de reconstruction de stades ainsi que le développement et l'amélioration de l'infrastructure touristique. Le secteur des mines et des hydrocarbures a connu une croissance plus faible qu'en 2005, dans tous les pays à l'exception de la Bolivie. La croissance de la demande intérieure a aussi dynamisé le secteur industriel, grâce en partie au meilleur rendement des secteurs de production de biens à la suite des dévaluations effectuées en 2002 et en 2003 en Argentine et en Uruguay. La dépréciation de la devise américaine par rapport à d'autres monnaies a rendu les exportations de biens manufacturés plus compétitives dans les pays dont la monnaie est ancrée au dollar (Équateur, El Salvador, Panama). Bien que la croissance du secteur agricole ait été positive dans tous les pays, à

l'exception du Costa Rica et de la République dominicaine, elle a été inférieure à celle du PIB global. L'expansion de l'activité économique dans les pays a été bénéfique au secteur du transport et le dynamisme de l'économie internationale a également eu un effet positif sur les activités touristiques. La hausse du revenu disponible dans plusieurs pays d'Amérique latine, conjuguée à l'accroissement de l'activité économique en général, a contribué à l'augmentation du nombre de voyages d'agrément et d'affaires. En 2006, d'après les données disponibles, le nombre d'entrées de touristes a augmenté de 6,1 % en Amérique centrale, de 7,2 % en Amérique du Sud et de 3,2 % dans les pays des Caraïbes<sup>4</sup>.

18. Parmi les caractéristiques de la croissance économique observée actuellement en Amérique latine, on constate l'importante augmentation du revenu national brut disponible, qui a été en dollars constants de 2006, de 7,3 % en 2006 (contre 5,9 % en 2005 et 7,1 % en 2004)<sup>5</sup>. Cette hausse s'explique, dans une large mesure, par les effets importants des gains d'échange dus à la variation des termes de l'échange enregistrée en 2006. Pour l'ensemble de la région, ces gains représentent près de 3,6 % du PIB, chiffre supérieur à ceux de 2004 et 2005 (0,4 % et 1,7 % respectivement). Le paiement net des facteurs au reste du monde s'est maintenu à environ 3 % du PIB, ce qui tient à l'effet conjugué de la réduction du paiement des intérêts de la dette extérieure due à la diminution de l'endettement de la région, et de l'augmentation des paiements de bénéfices et de dividendes par les entreprises non résidentes implantées dans la région. Enfin, l'accroissement du revenu national brut disponible traduit également la forte hausse des transferts courants nets, qui se sont chiffrés en 2006 à environ 2,2 % du PIB.

19. Parallèlement à l'importante augmentation du revenu national brut disponible en Amérique latine, l'épargne nationale a connu une forte croissance, atteignant 23,6 % du PIB à prix courants, chiffre record depuis 1990. L'épargne extérieure, négative depuis 2003, l'est restée en 2006, atteignant 1,8 % du PIB. En 2006 comme dans les années passées, l'investissement régional a été entièrement financé par l'épargne nationale et l'excédent (épargne extérieure négative) a permis de réduire l'endettement net de la région et d'accumuler des réserves et entraîné la formation de capital par ceux qui résident à l'étranger. En 2006, l'investissement régional a représenté 21,7 % du PIB; bien que ce taux soit supérieur par rapport à 2005, il est toujours en deçà du chiffre atteint en 1997 (22,7 %), niveau record enregistré depuis 1990.

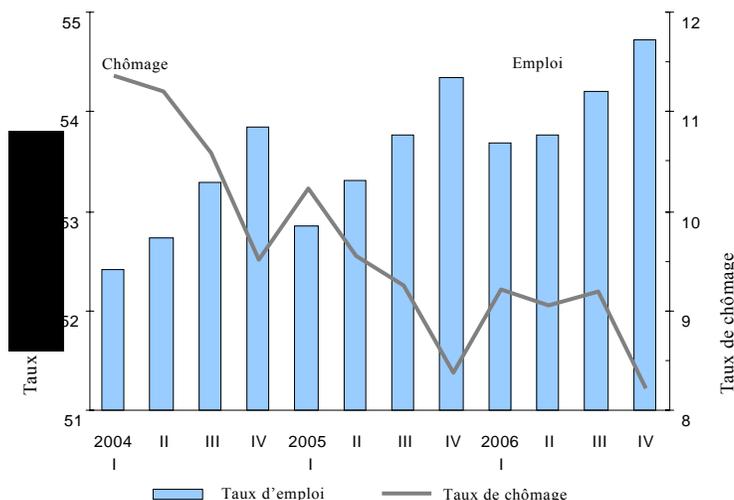
---

<sup>4</sup> Organisation mondiale du tourisme, *UNWTO World Tourism Barometer*, vol. 5, n° 1, [www.world-tourism.org/facts/wtb.html](http://www.world-tourism.org/facts/wtb.html) (janvier 2007).

<sup>5</sup> La méthode de calcul du revenu national disponible en prix constants, élaborée par la CEPALC, est décrite dans *l'Étude sur la situation économique de l'Amérique latine et des Caraïbes, 2005-2006* (Publication des Nations Unies, numéro de vente : 06.II.G.2).

Figure V  
**Amérique latine : taux d'emploi et taux de chômage trimestriels  
dans neuf pays d'Amérique latine**

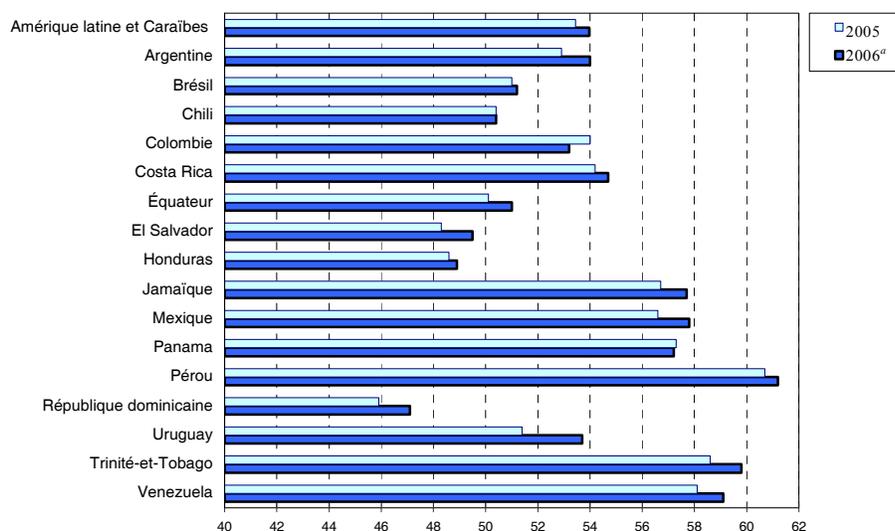
(Pourcentage)



20. La création d'un nombre suffisant d'emplois de qualité demeure l'une des préoccupations majeures de la région. Une troisième année consécutive de croissance économique s'est traduite par une amélioration des principaux indicateurs du marché du travail (voir fig. V) relativement forte. Stimulé par la forte demande de main-d'œuvre, le taux d'emploi a de nouveau augmenté, d'un demi-point, se situant à 54 % de la population d'âge actif, niveau record depuis 15 ans. Contrairement à l'évolution observée en 2005, le taux d'activité a repris sa tendance ascendante à long terme et augmenté de 0,2 points, se situant à 59,3 % de la population d'âge actif, ce qui a permis de compenser la baisse précédente. Grâce à la création de nombreux emplois, le taux de chômage déclaré a diminué pour la troisième année consécutive (0,4 points) mais moins que durant l'année précédente en raison de l'augmentation du taux d'activité, et le taux de chômage régional s'est situé à 8,7 % de la population active. Dans 17 pays sur les 19 pour lesquels des données sont disponibles, le taux de chômage a diminué et, dans 11 d'entre eux, il a baissé d'au moins un point. Le Brésil est le seul pays où le chômage s'est aggravé.

21. Le taux d'emploi a de nouveau augmenté dans quasiment toute la région, et sur 16 pays, seuls le Panama et la Colombie ont enregistré une baisse, dans les deux cas, en raison d'une forte diminution du nombre d'emplois indépendants (voir fig. VI). Il convient de noter que ce sont essentiellement des emplois salariés qui ont été créés. Dans les années de croissance économique relativement forte, 2004 et 2005, l'élasticité de l'emploi par rapport à la production était d'environ 0,55 au niveau national, tandis que celle de l'emploi salarié (par rapport à la production) se situait aux alentours de 0,8. Cette situation devrait se maintenir en 2006.

Figure VI  
Amérique latine et Caraïbes, taux d'emploi (2005-2006)



Source : CEPALC, d'après des chiffres officiels.

<sup>a</sup> Estimations

22. La structure des emplois créés dans chaque branche d'activité a montré que la croissance, dans la plupart des pays, était de plus en plus tirée par la demande intérieure et devenait de moins en moins tributaire des exportations. En effet, dans la quasi-totalité des pays pour lesquels on disposait de données, les taux d'emploi dans le secteur de la construction étaient supérieurs à ceux de l'ensemble de l'économie. L'emploi dans le secteur des services a augmenté très rapidement. En revanche, le nombre d'emplois dans le secteur manufacturier, exposé à une forte concurrence internationale, a augmenté à un rythme inférieur à la moyenne. Dans des pays comme El Salvador et la République dominicaine, la contraction du secteur des « maquilas » (usines ou ateliers sous-douane) de l'industrie textile a provoqué la perte d'emplois; les pays dotés d'une industrie sous douane plus diversifiée ont obtenu de meilleurs résultats, et au Mexique, le taux d'emploi dans ce secteur a augmenté de 3,5 %, représentant 1,2 million de personnes, mais reste inférieur de 7 % au taux enregistré en 2000.

23. L'évolution de la qualité de l'emploi a été un motif de préoccupation générale. Bien qu'il n'y ait pas en 2006 d'indicateurs comparables sur l'évolution des pays de la région, les informations éparses dont on dispose peuvent permettre de dégager certaines conclusions. D'une part, le taux de sous-emploi visible a diminué dans presque tous les pays pour lesquels on dispose de données (Argentine, Colombie, Costa Rica, Équateur, Honduras, Mexique, Pérou et Uruguay), à l'exception du Brésil et du Chili. D'autre part, d'après les indicateurs de revenus, beaucoup de nouveaux emplois sont faiblement rémunérés.

24. Après un certain nombre d'années au cours desquelles le redressement économique et la croissance de l'emploi dans la plupart des pays de la région n'ont pas eu d'effet sur les salaires, en 2006 les salaires du secteur formel au niveau

régional, ont connu leur première hausse réelle supérieure à 2 % depuis 1997 (2,6 % en valeur médiane et 3,3 % en moyenne pondérée). Associé à la forte création d'emplois, ce relèvement a contribué à l'augmentation du pouvoir d'achat des ménages, devenant l'un des principaux moteurs de la croissance économique en 2006.

25. Enfin, l'analyse de l'évolution de la qualité de l'emploi fait ressortir des résultats inégaux. Sur le plan quantitatif, la création d'emplois, notamment dans le secteur formel, a répondu rapidement à la croissance économique. Il faut toutefois signaler que dans beaucoup de pays, il n'y a qu'un petit nombre d'employés dans le secteur formel urbain. En conséquence, bien que les taux de création d'emploi soient élevés dans ce secteur, l'augmentation des emplois dans le secteur formel est souvent limitée en valeur absolue par rapport aux besoins de la population. Il est donc indispensable de prendre de nouvelles mesures pour promouvoir la création d'emplois productifs.

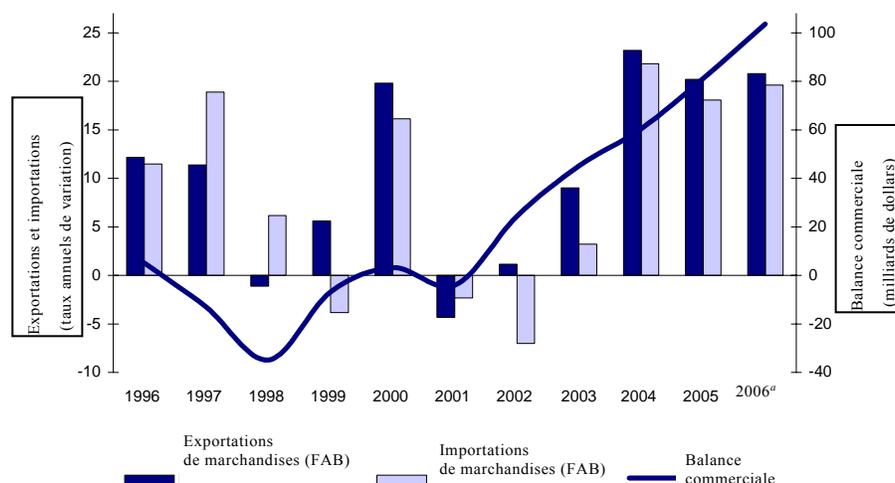
#### **IV. Résultats du commerce extérieur**

26. L'expansion économique de la région a bénéficié de la conjoncture extérieure très favorable, marquée non seulement par une expansion soutenue de l'économie mondiale et la prépondérance croissante de la Chine, de l'Inde et d'autres pays asiatiques en tant que facteurs dans la demande mondiale, mais également par des liquidités abondantes sur les marchés internationaux de capitaux.

27. En 2006, le montant total des exportations et des importations de marchandises en Amérique latine s'est élevé, selon les estimations, à 1,2 billion de dollars, soit 45 % du PIB de la région, le volume total des échanges commerciaux ayant augmenté de 20 % au cours de l'année. En valeur réelle, les exportations de marchandises se sont accrues de 7,5 % et les importations de 14,8 %. Pour la cinquième année consécutive, la région a affiché une balance commerciale excédentaire (103 milliards de dollars en 2006, soit 3,7 % du PIB de la région); mais sept pays seulement (Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Équateur, Pérou et République bolivarienne du Venezuela) ont enregistré un solde positif de leur balance du commerce des marchandises, soit deux pays de moins qu'en 2005 (Colombie et Uruguay) (fig. VII). Les pays dont les ventes à l'étranger ont connu la croissance la plus dynamique, exportent des produits des industries extractives qui se sont bien comportés sur les marchés internationaux, en raison de la forte hausse des prix du pétrole, du gaz naturel et du cuivre.

Figure VII  
**Amérique latine et Caraïbes : évolution du commerce extérieur, 1996-2006**

(Exportations et importations – taux annuels de variation; balance commerciale en milliards de dollars)



Source : CEPALC, à partir de chiffres officiels.

<sup>a</sup> Chiffres préliminaires.

28. Une analyse plus détaillée des deux grandes économies de l'Amérique du Sud montre que les exportations de l'Argentine se sont accrues de 15,1 % de 2005 à 2006, en raison de l'augmentation des exportations de produits manufacturés industriels (24 %) et agricoles (16,1 %). En revanche, les exportations de produits primaires n'ont crû que de 10,8 %, le prix du soja ayant baissé en 2006. Au cours de la même période, les exportations du Brésil ont augmenté de 16,2 %, notamment celles des produits semi-manufacturés (22,3 %) et des produits manufacturés (14,7 %), et les exportations de produits de base ont augmenté de 16 %.

29. Comme dans le cas des exportations, les importations ont connu, en 2006, une croissance plus dynamique en Amérique du Sud (24 %) qu'en Amérique centrale (14 %). Les importations en Amérique latine se sont accrues en 2006, pour la quatrième année consécutive, et ont augmenté de 78 % de 2002 à 2006.

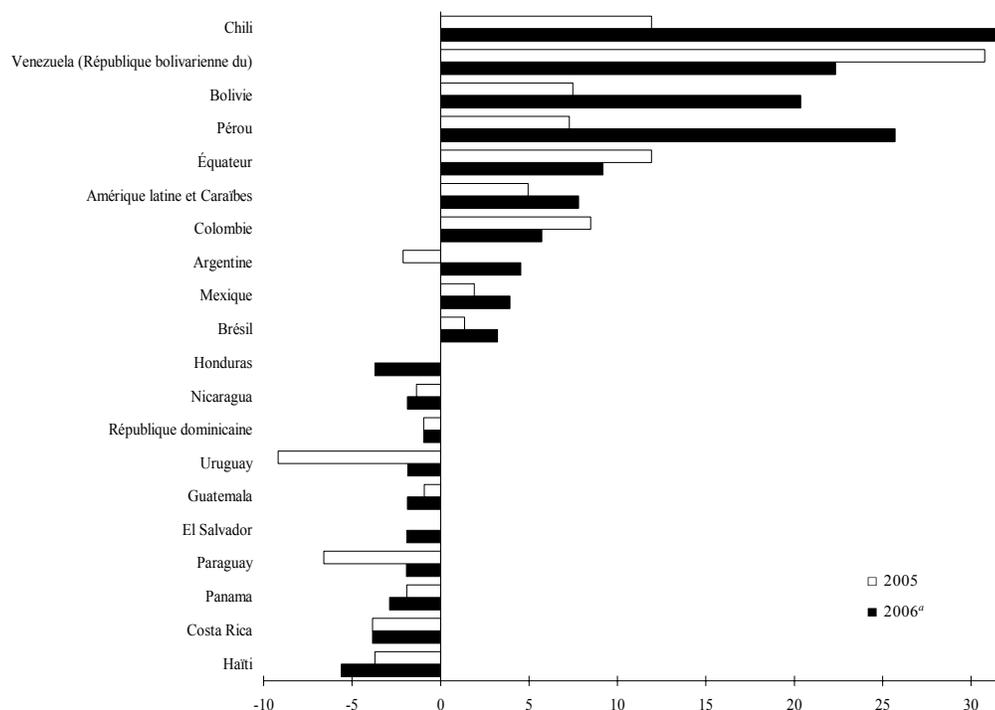
30. La valeur des exportations et des importations de services a atteint 173 milliards de dollars, soit 6,2 % du PIB de la région, ce qui représente une augmentation de près de 17,5 milliards de dollars par rapport à 2005. Selon les estimations, les exportations de services ont augmenté de 10,4 % et les importations de 12,1 %. Le solde du compte des services a enregistré un déficit de 21,3 milliards de dollars, soit 0,8 % du PIB, soit une baisse de 3,3 milliards de dollars par rapport à 2005.

31. De 2001 à 2006, il y a eu une amélioration de 22,1 % des termes de l'échange de l'Amérique latine (voir fig. VIII). Selon les chiffres préliminaires de 2006, elle a été de 7,8 % et est due à la hausse des prix des exportations (12,4 %) tandis que les prix des importations n'ont augmenté que de 4,2 %. Comme en 2005, ce sont surtout dans les pays exportateurs de pétrole, de minéraux et de métaux qu'il y a eu une

amélioration des termes de l'échange; le Chili, le Pérou et la République bolivarienne du Venezuela ayant connu une forte amélioration, à savoir 33,7 %, 25,7 % et 22,3 %, respectivement. Par ailleurs, les importations nettes de produits énergétiques ont connu un nouveau recul, mais moins important qu'en 2005.

Figure VIII  
**Amérique latine et Caraïbes : termes de l'échange**

(Variation en pourcentage, 2005 et 2006)



Source : CEPALC, d'après des chiffres officiels.

<sup>a</sup> Chiffres préliminaires

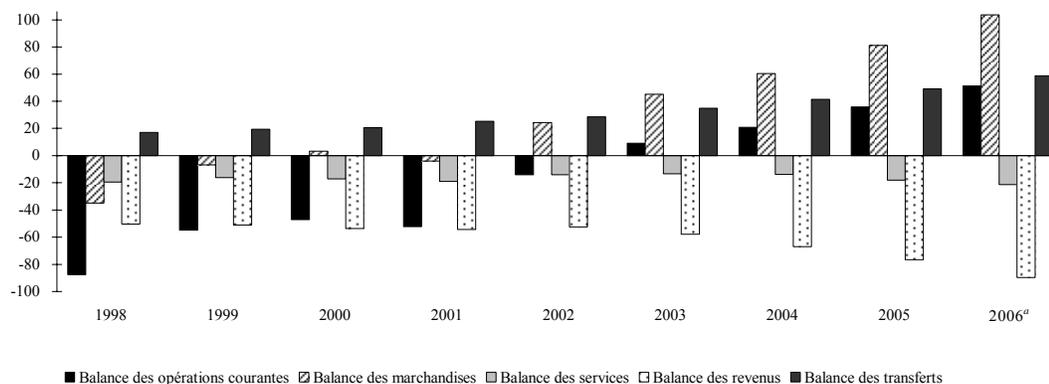
32. Pour la première fois de son histoire, l'Amérique latine a affiché en 2006, pour la quatrième année consécutive, un excédent du compte courant de la balance des paiements. Cet excédent est estimé à 51 milliards de dollars, soit 1,8 % du PIB régional, ce qui représente une augmentation de 43 % par rapport à 2005 et de 147 % par rapport à 2004. Sept pays ont enregistré un solde positif sur ce compte : Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Équateur, Pérou et République bolivarienne du Venezuela.

33. En 2006, la balance commerciale (marchandises) a dépassé de 22,4 milliards de dollars le chiffre atteint en 2005, tandis que le solde de la balance des transferts courants a augmenté de 9,4 milliards de dollars pour la même année (voir fig. IX et X). Il y a eu une augmentation des envois de fonds des travailleurs établis à l'étranger, ce qui a constitué un apport très important ces dernières années à la

région, surtout au Mexique – lequel reçoit plus de 40 % des transferts de la région – mais aussi en Équateur et en Amérique centrale. Ces pays ont pu ainsi améliorer leurs comptes extérieurs.

Figure IX  
**Amérique latine et Caraïbes : structure de la balance des opérations courantes (1998-2006)**

(En milliards de dollars)



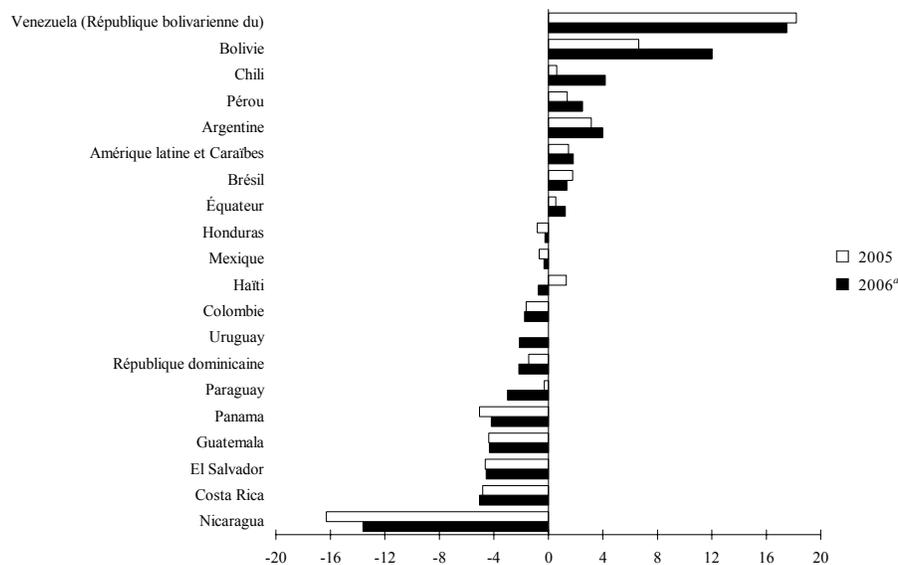
Source : CEPALC, d'après des chiffres officiels.

<sup>a</sup> Chiffres préliminaires

34. Le solde de la balance des services et celui de la balance des revenus sont restés déficitaires, se creusant de 3,3 milliards de dollars et de 13 milliards de dollars, respectivement. Le solde négatif de la balance des services autres que les revenus de facteurs s'est sensiblement détérioré depuis 2005, principalement en raison du renchérissement des taux de fret provoqué par la hausse des cours du pétrole et de l'accroissement de la demande de navires destinés aux échanges avec la Chine. Le solde négatif de la balance des revenus s'est détérioré en raison de l'accroissement des bénéfices et des dividendes rapatriés. Au Chili, par exemple, les transferts effectués vers l'étranger, au premier semestre 2006, ont augmenté de 90 % par rapport à la même période de 2005. Mais en Argentine, le solde des intérêts s'est amélioré par rapport à 2005, en raison des opérations de conversion de la dette extérieure.

Figure X  
**Amérique latine et Caraïbes : compte courant**

(Pourcentage du PIB en dollars courants)



Source : CEPALC, d'après des chiffres officiels.

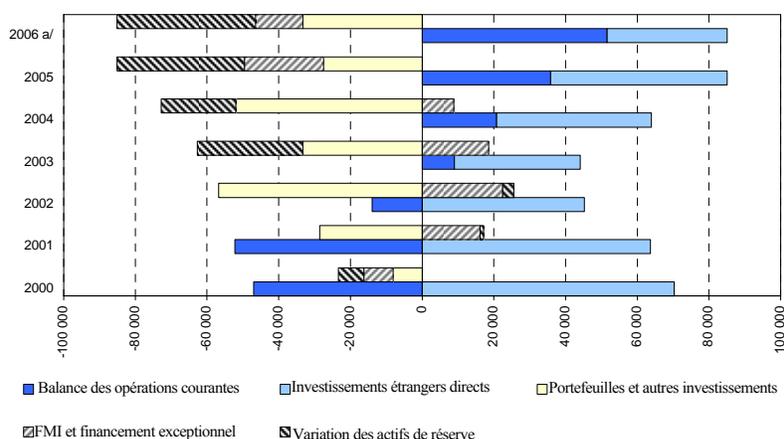
<sup>a</sup> Chiffres préliminaires

35. En 2006, la région d'Amérique latine et des Caraïbes a présenté un compte de capital et d'opérations financières<sup>6</sup> proche de l'équilibre, les flux nets de capitaux financiers<sup>7</sup> affichant un solde négatif plus prononcé que l'année précédente (1,3 % du PIB) (fig. 11). L'investissement étranger direct (IED) net a été plus faible qu'en 2005 (1,2 % du PIB). Les apports nets de capitaux comportaient l'émission d'obligations, la restructuration de la dette, la formation de capital à l'extérieur par les services publics, ainsi que les stratégies de financement et d'investissement du secteur privé. Malgré la hausse des taux d'intérêt aux États-Unis pendant le premier semestre, les liquidités sur les marchés internationaux ont continué de contribuer, pour une large part, à la bonne tenue des titres financiers émis par les pays de la région sur les marchés internationaux. De leur côté, les investisseurs étrangers ont bénéficié, sur les marchés d'Amérique latine et des Caraïbes, du développement et de l'ouverture plus marqués des marchés intérieurs, de la prévalence des forts taux d'intérêt réels (au Brésil par exemple) et de l'appréciation nominale des monnaies locales.

<sup>6</sup> Erreurs et omissions comprises.

<sup>7</sup> On définit les flux nets de capitaux financiers comme la somme de la balance des capitaux et de la balance financière (erreurs et omissions comprises) moins le montant net de l'investissement étranger direct.

Figure XI  
**Amérique latine et Caraïbes : décomposition  
 de la balance de base, 2000-2006**



Source : CEPALC, d'après des chiffres officiels.

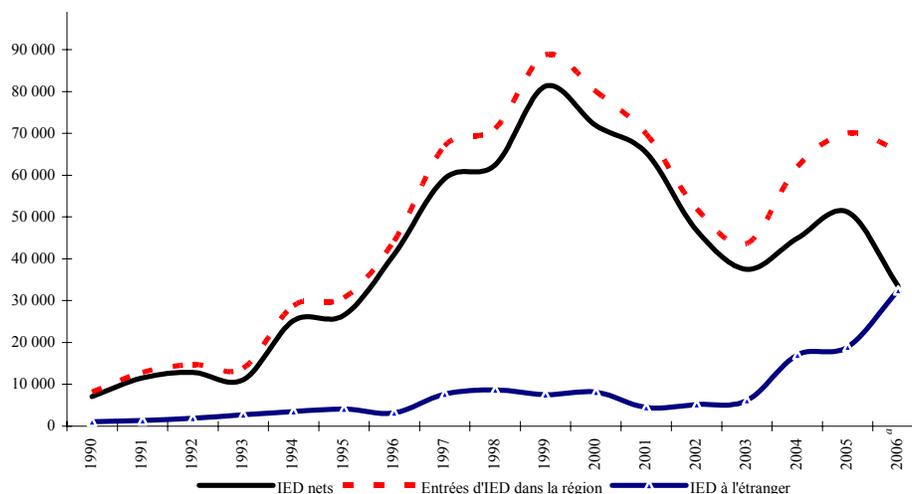
Note : Une variation négative est le signe d'une augmentation des actifs de réserve.

<sup>a</sup> Estimations.

36. Les investissements étrangers directs réalisés par les pays de la région se sont accrus sensiblement ces deux dernières années (voir fig. XII). Cette forte augmentation des investissements, due en grande partie à l'achat, par une société brésilienne, d'une entreprise de métaux canadienne, ainsi qu'à une légère diminution des investissements étrangers directs (IED) reçus<sup>8</sup>, s'est traduite par une baisse des investissements étrangers directs nets, qui sont passés de 2,1 % du PIB en 2005 à 1,1 % en 2006.

<sup>8</sup> Les entrées d'IED sont dues à plusieurs ventes d'actifs par des sociétés étrangères à des sociétés nationales et à l'appréciation du taux de change.

Figure XII  
**Amérique latine et Caraïbes : investissements étrangers directs**  
 (En millions de dollars des États-Unis)



Source: CEPALC, d'après des chiffres officiels.

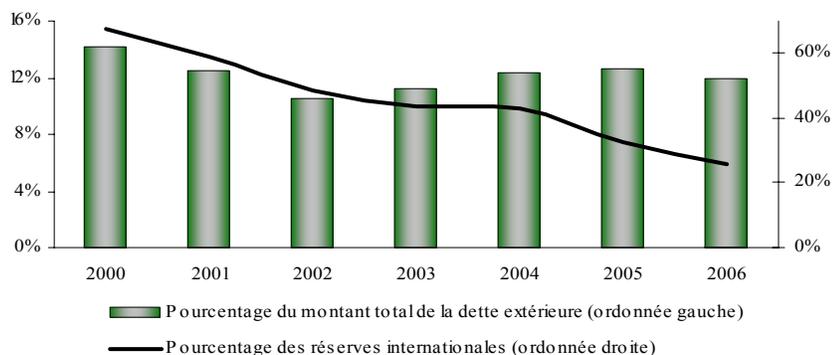
<sup>a</sup> Estimations.

37. Grâce aux mouvements de capitaux effectués pendant l'année, la balance régionale du compte de capital et d'opérations financières a atteint presque l'équilibre, ce qui a permis, avec l'excédent de la balance courante, de constituer d'importantes réserves dans la plupart des pays de la région (estimées à 1,4 % du PIB). La dette extérieure est due à des opérations de restructuration de la dette (rachat d'obligations plus chères à échéance plus courte et conversion de la dette extérieure en titres libellés en monnaie locale), à des mesures d'allègement de la dette et à des paiements anticipés aux organismes internationaux. La Bolivie, le Guyana, le Honduras et le Nicaragua ont bénéficié de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM), approuvée par le FMI en janvier 2006 et par la Banque mondiale en mars. En novembre, la Banque interaméricaine de développement (BID), plus important créancier multilatéral de la région, a annoncé la mise en place d'un cadre de remise de la dette à l'intention de ces pays et d'Haïti, lequel a été approuvé en mars 2007<sup>9</sup>. En 2005, l'Argentine et le Brésil ont réglé l'intégralité de leur dette envers le FMI<sup>10</sup>, et, en 2006, l'Uruguay en a fait de même en versant par anticipation environ 2,4 milliards de dollars. Ce dernier a également remboursé par anticipation une partie de sa dette à la Banque mondiale et à la BID (420 millions de dollars), tandis que le Mexique leur a versé 9 milliards de dollars. Le Brésil a réglé sa dette envers le Club de Paris (2,6 milliards de dollars) en effectuant plusieurs versements au cours du premier semestre.

<sup>9</sup> Haïti a atteint en novembre le point de décision au titre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE), lui donnant droit à bénéficier de l'allègement de sa dette.

<sup>10</sup> Le remboursement de l'Argentine a été effectif en janvier 2006.

Figure XIII  
**Amérique latine et Caraïbes : dette extérieure à court terme**  
 (En pourcentage)



Source : CEPALC, d'après des chiffres officiels et des informations de la Banque mondiale.

<sup>a</sup> Estimations.

38. À la suite des actions entreprises par les pays, la dette extérieure a diminué, passant à 24 % du PIB en 2006. Les pays de la région se sont aussi efforcés de modifier la structure de leurs dettes, en diversifiant les monnaies de dénomination (souvent en convertissant la dette extérieure en dette intérieure), en augmentant la proportion de la dette à taux fixe et en réduisant la dette extérieure à court terme (voir fig. XIII). En 2006, cette dette extérieure à court terme, dans la plupart des pays, était le fait essentiellement du secteur privé, le secteur public n'en ayant contracté qu'une faible partie. Cette stratégie a permis à la région d'être moins vulnérable aux chocs extérieurs.

## V. Situation actuelle et perspectives pour 2007

39. La région devrait continuer de bénéficier de la conjoncture internationale en 2007, mais moins qu'en 2006, en raison du ralentissement attendu de l'économie. La croissance, enregistrée depuis quatre ans, devrait se poursuivre en 2007, mais à un rythme un peu plus lent qu'en 2006. L'activité économique régionale devrait croître d'environ 4,8 %, soit une augmentation de plus de 3 % du PIB par habitant.

40. Le PIB régional devrait continuer de croître malgré le ralentissement économique mondial, grâce à l'assainissement de la situation macroéconomique interne et à l'effet de la croissance soutenue sur la demande intérieure. Cette situation est très prometteuse pour l'Amérique latine et les Caraïbes, région la plus touchée par la forte instabilité macroéconomique qui a, dans le passé, freiné les investissements, et empêché les pays de la région de réaliser une croissance soutenue. En outre, l'évolution des opérations courantes donne à penser que la région maintiendra ses taux de croissance relativement élevés, sans qu'il y ait de trop fortes contraintes sur le facteur extérieur.

41. Cependant, de nombreux facteurs méritent d'être examinés attentivement compte tenu de la politique macroéconomique à court terme et de la nécessité de préciser davantage la stratégie de développement. En particulier, la région ne doit pas se contenter de profiter d'une conjoncture favorable sur les marchés internationaux mais doit aussi trouver les moyens qui lui permettent de rester compétitive à l'extérieur et de promouvoir les efforts que déploient les pays pour élaborer des politiques et des instruments destinés à assurer la viabilité des comptes budgétaires et à contrecarrer les fluctuations cycliques.

---